

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Bolivie-EquateurL-Etat-contre-les-peuples-indiens>

Bolivie - ÉquateurL'État contre les peuples indiens.

- Notre Amérique - Frère Indigène -

Date de mise en ligne : lundi 19 juillet 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

« **Ce sont maintenant des « *gringuitos* »** qui viennent sous forme de petits groupes dans des ONG. A d'autres, cette fable. Ces gens ont déjà la panse bien pleine », a dit le président de l'Équateur, Rafael Correa, en parlant des manifestants qui appartiennent à la Confédération de Nationalité Indigène de l'Équateur (CONAIE) [1]. Evo Morales a presque dit la même chose : « Comme la droite ne trouve pas d'arguments pour s'opposer au processus de changement, maintenant elle a recours à quelques dirigeants paysans, indigènes, peuples originaires qui sont payés avec les prébendes de quelques ONG » [2].

Apparemment les présidents des deux pays sont au dessus du fait qu'ils sont entrain d'utiliser les mêmes arguments que leurs ennemis, quand ils accusaient les mouvements sociaux de faire partie de la « subversion communiste internationale » ou d'être financés par « l'or de Moscou ». Deux erreurs en une : croire que les indiens peuvent être manipulés, et qu'ils le sont du dehors du pays. Ce n'est pas étrange qu'ils aient senti les affirmations de leurs présidents comme des offenses qui cherchent à détourner l'attention des vrais problèmes.

Il est certain, comme l'a affirmé le vice-président de la Bolivie, Alvaro García Linera que l'agence de coopération des États-Unis, USAID, infiltre certains mouvements sociaux pour qu'ils se manifestent contre le gouvernement. Il a assuré que sur 100 millions de dollars qu'USAID investit dans son pays, 20 sont utilisés dans des frais techniques et le reste « pour ses copains, pour sa clientèle politique, en sponsorisant des cours, des publications et des groupes qui provoquent des conflits » [3].

Les organisations sociales impliquées ont démenties être financées par USAID, mais ce qui attire davantage l'attention, c'est que cette critique est faite juste au moment où ont lieu des mobilisations contre le gouvernement et pas avant. Le Premier ministre des Hydrocarbures du gouvernement d'Evo, a été plus loin et a rappelé au président qu'il doit expliquer pourquoi il a permis qu'USAID, la Banque mondiale et des ONGs européennes ont dessiné l'État Plurinational en vigueur. En effet, « USAID a financé en 2004 l'Unité de Coordination pour l'Assemblée Constituante », en plus d'autres activités officielles [4].

La marche indigène en Bolivie

Le 17 juin se sont concentrées des centaines d'indigènes des terres basses à Trinidad, capitale du département du Beni, à environ cinq heures de Santa Cruz de la Sierra. Leur intention était de faire une marche de 1.500 kilomètres à pied jusqu'à La Paz, en montant depuis les régions forestières jusqu'à quatre mille mètres. La Confédération des Peuples Indigènes de la Bolivie (CIDOB) qui réunit à 34 nations de l'est organisées dans onze régions [5], a convoqué les marcheurs avec l'appui du Conseil National d'Ayllus et de Markas del Qullasuyu (CONAMAQ).

Ce sont deux des cinq principales organisations indigènes qui en 2006 ont formé le Pacte d'Unité pendant l'Assemblée Constituante, et jusqu'à présent c'était un appui solide du gouvernement d'Evo Morales. Les trois autres, la puissante Confédération Syndicale Unique des Travailleurs Paysans de la Bolivie, la Confédération des Communautés Originaires de la Bolivie (CSCB) et la Fédération des Femmes de la Bolivie Bartolina Sisa, continuent à appuyer le gouvernement.

Depuis de début de l'année la CIDOB a négocié avec le ministre des Autonomies, Carlos Romero, la Loi Marco de Autonomías, parvenant à un consensus sur 50 articles tandis que pour 13 autres des différences existaient [6]. Les points de désaccord furent basiquement au nombre de deux : les peuples indigènes réclamaient que les accords

soient approuvés par les usages et les coutumes tandis que l'État exigeait un référendum. Le deuxième se réfère aux territoires indigènes qui traversent les limites départementales, puisque les peuples demandent que les autonomies traversent ces limites.

Dans le fond il s'agit d'une question de souveraineté : les peuples des basses terres exigent que les communautés aient la capacité de mettre leur veto aux projets qui touchent leurs territoires, en particulier les concessions sur les mines et les hydrocarbures, et que les sièges à l'Assemblée Plurinationale passent de 7 à 18. Une fois la marche commencée le gouvernement a décidé de négocier avec certaines régions de la CIDOB pour diviser le mouvement. Pour ce motif, la marche qui est partie de Trinidad le 22 juin s'est arrêtée quelques jours après à Asunción de Guarayos, à 400 kilomètres de Santa Cruz, où une délégation officielle est parvenue à un accord en huit points avec la CIDOB [7].

La deuxième stratégie du gouvernement fut de monter indiens contre indiens. Evo Morales s'est présenté à une assemblée des six syndicats de cultivateurs de coca qui ont rejeté la marche de la CIDOB et ils se sont montrés disposés à l'empêcher [8]. L'ex-porte-parole du gouvernement, Alex Contreras Baspineiro, a souligné que « avant de trouver une solution pacifique et ordonnée, le gouvernement a commencé une campagne médiatique à coup de millions pour essayer de discréditer la mobilisation indigène » [9]. « En cinq ans de gouvernement, ce type de division n'avait jamais été vu et encore moins les menaces d'un affrontement », a-t-il ajouté.

La troisième fut la diffamation, après les avoir accusés d'être financés par USAID. C'est pourquoi le président de CIDOB, Adolfo Chávez, non seulement a repoussé l'accusation et a rappelé que les marcheurs ont des problèmes d'alimentation et de médicaments, mais a défié le gouvernement : « Nous défions le gouvernement qu'il expulse du pays l'USAID et nous verrons qui sont ceux qui sont touchés » [10].

Contreras est un journaliste social bolivien reconnu qui a accompagné la 1ère Marche pour le Territoire et la Dignité, en 1990, qui a marqué le commencement de la recomposition des mouvements en pleine période néolibérale. Pour son engagement et sa couverture particulière des marches indigènes les principaux médias du pays lui ont rendu hommage. Dans cette marche qui a aussi commencé à Trinidad il a connu Pedro Nuni, représentant du peuple mojeño et maintenant délégué du MAS, qui lui a dit que « quelques ministres du gouvernement indigène sont entraînés de faire s'affronter des indigènes contre des indigènes » [11].

L'un des résultats de la marche c'est que le gouvernement a perdu sa majorité des deux tiers au parlement (111 votes sur 166), puisque huit députés indigènes ont décidé de s'éloigner du MAS (Mouvement au Socialisme). En résumé, Contreras croit que si le gouvernement persiste à ne pas négocier, il peut mettre en danger la gouvernabilité même du pays. C'est pourquoi il croit qu'on a pas besoin d'un affrontement « entre organisations indigènes, ni la diabolisation de quelques dirigeants », mais surtout de négocier et « sauver un pilier de ce processus de changement : la culture de la vie, de la paix, du dialogue et de la concertation sociale » [12].

Cependant, le gouvernement a repoussé les principales demandes de la CIDOB, en argumentant que s'il le faisait, il violerait la Constitution. Le ministre Romero a argumenté que certaines de ces demandes « ne respectent pas les droits de tous les boliviens », parce qu'elles bénéficient seulement à cette partie de la population, et que l'on ne peut pas donner aux peuples une plus grande représentation que le pourcentage de la population qu'ils représentent dans le pays [13]

La CONAIE contre Correa

Le 25 juin s'est tenu le sommet des présidents de l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique (ALBA), l'un dont les sujets centraux était la question de la plurinationalité. La réunion des huit présidents a eu lieu à

Otavalo, environ 60 kilomètres au nord de Quito, une ville majoritairement quechua. Malgré le sujet qui allait être débattu, les organisations indigènes n'ont pas été invitées. C'est pourquoi la CONAIE a décidé d'installer dans la même ville son Parlement Plurinational, pour dénoncer qu'il ne peut pas y avoir de plurinationalité sans les indigènes.

Environ trois mille personnes ont mené une marche pacifique dans la ville, entre chants et danses qui célébraient l'Inty Raymi, la nouvelle année andine, et en même temps rappelaient le 20^{ème} anniversaire du du premier soulèvement indien, qui a marqué le processus de mobilisations qui a finalement porté Rafael Correa à la présidence. Le sommet était protégé par les policiers à cheval qui ont déguerpi à l'arrivée des manifestants jusqu'à la porte de l'enceinte pour remettre une lettre à leur "frère" Evo Morales.

Les indigènes s'opposent au gouvernement à propos de la loi sur l'eau et les concessions aux entreprises minières, ce qui a provoqué de nombreuses mobilisations, des grèves, blocages et soulèvements [14]. Le conflit entre la CONAIE et le gouvernement n'est pas nouveau, bien que maintenant il prenne une dimension plus grave compte tenu des accusations de la justice contre les dirigeants. Le jour suivant le sommet, le ministère public de la province d'Imbabura, où se trouve Otavalo, a lancé une première déclaration d'inculpation contre les organisations indigènes.

Dans celle-ci on dit que « un groupe de citoyens de race indigène » a brisé le cercle policier de l'endroit où se réunissait l'ALBA « en criant des slogans qui portent atteinte à la sécurité de l'ordre public » et que le dommage principal fut qu'on a « subtilisé les menottes » à un policier . Avec ce fondement on accuse les dirigeants de la CONAIE et d'Ecuadorunari (l'organisation quechua de la sierra) pas moins que « de sabotage et de terrorisme » [15]. Il s'agit d'une accusation d'une extrême gravité qui cherche à intimider les dirigeants.

Selon l'avocat et professeur d'université Mario Melo, le problème de fond fut que la présence de la CONAIE en dehors de l'enceinte où se réunissaient les présidents « a mis en évidence devant l'opinion publique nationale et internationale que les organisations représentatives des nationalités et des peuples de l'Équateur sont exclus de la définition des politiques publiques qui sont de leur compétence » [16]. C'est pourquoi se produit une réponse politique déguisée en action juridique, pour « effrayer et démobiliser » les mouvements.

Les dirigeants indigènes ont répondu au défi. Marlon Santi, président de la CONAIE, s'est présenté devant le procureur pour connaître les charges et pour donner sa version. Le 5 juillet un communiqué conjoint d'Ecuadorunari et de la CONAIE remarque que les accusations de terrorisme manquent de fondement juridique et qu'il s'agit « d'une poursuite politique du mouvement indigène et de ses dirigeants pour le simple fait de diverger avec les politiques du gouvernement » [17].

Le communiqué rappelle que l'article 98 de la nouvelle Constitution reconnaît « le droit à la résistance » quand les droits seront menacés. Et il termine avec une phrase qui anticipe davantage de confrontations : « Les processus judiciaires contre les dirigeants ne font pas autre chose que mettre en évidence la bassesse d'esprit des gouvernants et une grave menace pour la démocratie et la paix des équatoriens et équatoriennes ».

Pérez Guartambel, président de l'Union de Systèmes Communautaires d'Eau de l'Azuay (Cuenca), fut aussi accusé de sabotage et de terrorisme à la suite d'une protestation massive chez son peuple, Tarqui, le 4 mai. Le Front des Femmes Défense de la Pachamama formule pour sa part des plaintes similaires. Tout indique que le processus qui est vécu en Équateur implique une rupture profonde entre mouvements et gouvernement, question qui en Bolivie n'est pas arrivée aussi loin.

Il y a un abîme qui les sépare, dont la ligne de partage est le projet de pays et le soi-disant « développement ». Correa est convaincu que la plus grande menace à son projet, qui dénomme « le Socialisme du XXI^{ème} siècle », vient

de ce qu'il appelle la gauche "infantile" et les groupes environnementalistes et indigènes qui, dit-il, repoussent la modernité. C'est pourquoi il critique celui qui « dit non au pétrole, aux mines, à l'utilisation nos ressources non renouvelables. C'est comme un mendiant assis sur un sac d'or » [18].

L'État Plurinational remis en question

Les processus politiques et sociaux dans les deux pays sont comme deux gouttes d'eau. Les deux ont approuvé l'État Plurinational et de nouvelles constitutions, mais à l'heure de les appliquer, ils rencontrent fortes entraves. Ce sont les bases sociales indigènes et des secteurs populaires urbains, qui ont porté au gouvernement Evo Morales et Rafael Correa, qui résistent à « leurs » gouvernements. Dans les deux cas, les gouvernements ont opté pour l' « extractivisme » minier et pétrolier pour s'assurer des revenus fiscaux, au lieu de tendre vers le Bon Vivre comme ils l'ont dit à un moment.

La FEJUVE (la Fédération d'Assemblées Communales de El Alto), l'une des organisations sociales les plus importantes de la Bolivie, a publié un document sans concession, le Manifeste Politique du XVI eme Congrès Ordinaire [19]. Il dit que « malgré un président indigène comme Evo Morales, l'État continue à être gouverné par l'oligarchie créole » puisque « il continue à maintenir le système économique capitaliste et le système politique néolibéral ». Il assure que le peuple pauvre continue à être « dominé politiquement », « exploité économiquement » et « un marginal racial et culturellement ».

Plus grave encore. « Le gouvernement de Mas, après avoir assumé la charge, a seulement utilisé les peuples indigènes et les secteurs populaires pour ses campagne politiques, mais ceux-ci continuent d'être exclus des décisions politiques et sont seulement utilisés par le gouvernement pour se légitimer et pour se hisser au pouvoir ». De plus il exige que le gouvernement ne se mêle pas des organisations sociales qu'il y ait un changement dans la conduite du vice-président Alvaro García Linera et son environnement, qu'il définit comme « des ennemis de la classe paysanne et indigène », et appuie la marche des peuples d'Oriente.

Le ton et le contenu sont très forts. La FEJUVE n'est pas n'importe quelle organisation, mais l'une des protagonistes de la Guerre du Gaz, en octobre 2003, qui a provoqué la chute de Gonzalo Sánchez de Lozada et a coulé le néolibéralisme. Maintenant elle évalue le fait de demander la démission d'Evo. En Équateur, la CONAIE est aussi très importante, elle a été protagoniste d'une dizaine de soulèvements dès 1990, faisant chuter trois gouvernements. Une rupture avec ces organisations est très grave pour tout gouvernement, encore plus pour ceux qui s'appuient sur elles.

Dans le fond, les premières fissures naissent dans l'État Plurinational, un édifice qui n'est pas encore fini d'être construit. Pourquoi surgissent-elles ? Parce qu'il y a une puissante lutte de pouvoir, puisque les peuples originaires n'ont pas de raison d'accepter le cadre de l'État-nation, qui est ce à quoi est rendu l'État Plurinational. A ce point deux regards apparaissent qui essayent de rendre compte des processus en cours.

Alberto Acosta, économiste équatorien et ex-président de l'Assemblée Constituante, estime que se met en travers le processus d'approbation des lois qui atterrissent dans la vie quotidienne. Si ce n'est pas fait, de la Constitution plus avancée possible, il ne reste rien. Le problème c'est que le président Correa croit que les lois sur l'eau et la communication ne sont pas importantes, ce qui pour Acosta est comme dire que « la Constitution n'est pas fondamentale et prioritaire ». Il se demande : « est-ce que la Constitution va commencer à devenir une camisole de force pour le président Correa ? » [20].

Il croit que l'opposition de droite, qui s'est opposée à la Constitution, gêne chaque loi pour empêcher toute avancée. D'un autre côté, « la manière de gouverner de la Correa, qui est un leader emporté par essence, ne donne pas

d'espace pour le débat ». La conclusion est que la Constitution qui allait refonder le pays, « est attachée à une gestion politique qui ne garantit pas sa pleine validité ». La société ne la défend pas, mais depuis le gouvernement « il y a une chance de contre-révolution légale ».

L'écrivain et un philosophe bolivien Rafael Bautista soutient que refonder l'État en Bolivie sans promouvoir les nations originaires, c'est ne rien changer ou « pure cosmétique ». Mais s'il n'y a pas de refondation, ou bien de décolonisation, « ce qui arrive est une recomposition pure du caractère seigneurial de l'État » [21]. En résumé, davantage d'État colonial assis dans la croyance de la supériorité sur les indiens qui est perpétuée dans l'État Plurinational, parce que c'est un modèle qui dans les faits n'a pas subi de modifications.

Bautista dit que « le changement ne consiste pas en une transformation des contenus du nouvel État », mais dans « une adéquation subordonnée du plurinational aux nécessités fonctionnelles de l'institutionnalité étatique ». C'est, précisément, ce que révèle la marche : le sentiment de supériorité sur les indiens (ils sont manipulés, n'agissent pas par eux-ci mêmes, dit le gouvernement) et l'impossibilité de ce que l'État arrête d'être « là-haut » et au centre.

L'essence du plurinational passe par un élargissement de l'enceinte de décisions, un élargissement du pouvoir. « Le plurinational ne veut pas dire une somme quantitative d'acteurs, mais la manière qualitative d'exercer la décision : nous sommes effectivement pluriels quand nous élargissons l'enceinte de décision ». Et c'est ce qui ne se passe pas, c'est pourquoi le Bautista dit que l'actuel gouvernement « commande en commandant, ne commande pas en obéissant ».

Le gouvernement ne transmet pas les pouvoirs aux peuples originaires mais les déconcentrent entre les gouverneurs et des mairies, ou bien reproduit la logique des privilèges parce que depuis la Colonie ce sont les espaces des élites locales. La marche montre un renoncement à transformer l'État pour se limiter à améliorer sa performance, ce qui implique « l'actualisation du paradoxe seigneurial », termine le Bautista. La marche indigène ne fait plus que montrer la nudité de la décolonisation proclamée de l'État.

Les peuples originaires, qui ont créé les nouvelles conditions pour leur liberté, ne vont pas continuer à tolérer la marginalisation politique. Ils savent que les États ont besoin d'exploiter les ressources naturelles pour payer leurs comptes. Mais ils savent aussi que cette logique les conduit à la destruction. C'est pourquoi ils se sont mis en marche : parce qu'ils ont eu la force de freiner le néolibéralisme et maintenant ils ne veulent pas perdre l'occasion.

Traduction libre de l'espagnol pour *El Correo* de : Estelle et Carlos Debiasi

Bibliographie :

- ▶ **Alberto Acosta**, « Rafael Correa nos invita a violar la Constitución », diario Expreso, Guayaquil, 26 juin 2010.
- ▶ **Alex Contreras Baspineiro**, « Indígenas contra indígenas », ALAI, 29 juin 2010.
- ▶ **Andrés Soliz Rada**, « Evo y Usaid », Bolpress, 3 juillet 2010.
- ▶ **FEJUVE El Alto**, « Manifiesto político del XVI Congreso Ordinario », 27 juin 2010. FEJUVE El Alto, « Manifiesto político del XVI Congreso Ordinario », 27 de junio de 2010.
- ▶ « Lutte Indigène » No. 47, julio de 2010, Cuzco.
- ▶ **María José Rodríguez**, « El iceberg tras las luchas por los recursos », Bolpress, 2 juillet 2010.
- ▶ **Mario Melo**, « La justicia penal como arma de represión política », Red de Comunicadores Interculturales Bilingües del Ecuador, 1 juillet 2010.
- ▶ **Patricia Molina**, « Crónica de la VII Marcha Indígena por la autonomía y la dignidad », Bolpress, 7 juillet 2010.
- ▶ **Rafael Bautista**, « Bolivia : ¿Qué manifiesta la marcha indígena ? », Bolpress, 30 juin 2010.

[Mariategui](#) . Pérou, le 17 Juillet 2010.

* **Raúl Zibechi** est analyste international de l'hebdomadaire Brecha de Montevideo, enseignant et chercheur sur les mouvements sociaux à Multiversidad Franciscana d'Amérique Latine, et conseiller de plusieurs groupes sociaux. Il écrit chaque mois pour le Programme des Amériques (www.cipamericas.org).

[1] Telesur TV, sur www.telesurtv.net 25 juin 2010.

[2] « La main d'EU dans le conflit indigène », dans www.prensamericosur.com.ar le 2 juillet 2010.

[3] La Journée, le 26 juin 2010.

[4] Andrés Soliz Rada, « Evo et USAID », Bolpress, le 3 juillet 2010

[5] Ils sont mojeños, guaranis, trinitarios, des mortiers, izozeños, yukis, mosetenes, guarayos, sirionós, et maticos entre les autres.

[6] Patricia Molina dans Bolpress, le 7 juillet 2010.

[7] « Ils arrêtent temporairement la marche indigène », Bolpress, le 7 juillet 2010.

[8] Une agence Bolivienne d'Information (ABI) le 5 juillet 2010.

[9] « Des indigènes contre des indigènes », ALAI, le 29 juin 2010.

[10] Idem et agences.

[11] Idem.

[12] Idem.

[13] Une agence Bolivienne d'Information, le 8 juillet 2010.

[14] Voir « l'Équateur : La guerre est approfondie par les biens communs », Il programme des Amériques, le 19 octobre 2009.

[15] Mario Melo, « La justice pénale comme arme de répression politique », le 1 juillet, www.redci.org

[16] Idem

[17] « La 'révolution citadine' poursuit les dirigeants indigènes et sociaux du pays », CONAIE et Ecuarunari, le 5 juillet 2010.

[18] Il procure le Reuters, le 6 juillet 2010.

[19] FEJUVE, le 27 juin 2010 dans www.alminuto.com.bo

[20] Il interviewe Alberto Acosta dans l'Express, le Guayaquil, le 26 juin 2010.

[21] Rafael Bautista : « Qu'est-ce qui manifeste la marche indigène ? », Bolpress, le 30 juin 2010.